

Brochure n° 3125

Convention collective nationale

IDCC : 1586. – **INDUSTRIES CHARCUTIÈRES**
(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)

ACCORD DU 5 MARS 2013

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} MARS 2013

NOR : ASET1350543M

IDCC : 1586

Entre :

La FICT,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FGA CFDT ;

La FNAA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises ou établissements entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des industries charcutières (salaisons, charcuteries, conserves de viandes).

Article 2

Barème des salaires minima garantis

Le secteur des industries charcutières est confronté à une crise économique qui laisse aux entreprises peu de visibilité à court ou moyen terme. Toutefois, les parties signataires ont souhaité maintenir le pouvoir d'achat des salariés et réaliser un effort particulier sur les premiers niveaux de qualification.

A cet effet, elles conviennent :

- une revalorisation de l'ensemble du barème de 1,30 % complétée par une augmentation spécifique en valeur absolue pour les coefficients 125 à 300 ;
- un aménagement du barème en vue de fixer des écarts identiques entre les coefficients d'un même palier.

Barème des salaires minima applicable au 1^{er} mars 2013

(En euros.)

PALIER	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL GARANTI pour 151,67 heures (base 35 heures)
1	125	1 440
	130	1 443
	135	1 446
	140	1 449
	145	1 454
	150	1 458
2	155	1 465
	160	1 485
	165	1 505
	170	1 526
3	175	1 554
	180	1 581
	185	1 608
	190	1 635
	195	1 662
4	200	1 710
	205	1 728
	210	1 746
	215	1 764
5	220	1 791
	225	1 821
	230	1 851
	235	1 881
	240	1 911
	245	1 941
	250	1 971
6	255	2 003
	260	2 034
	265	2 065
	270	2 096
	275	2 127
	280	2 158
	285	2 189
	290	2 220

PALIER	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL GARANTI pour 151,67 heures (base 35 heures)
	295	2 251
	300	2 282
7	305	2 312
	310	2 343
	315	2 374
	320	2 405
	325	2 436
	330	2 467
	335	2 498
	340	2 529
	345	2 560
8	350	2 705
	400	2 929
	600	4 141
	700	4 761

Article 3

Complémentaire santé

Les parties s'engagent à se rencontrer avant la fin du premier semestre en vue de la mise en place d'un régime complémentaire santé pour les entreprises non couvertes par un contrat individuel.

Article 4

Demande d'extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 5 mars 2013.

(Suivent les signatures.)